

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 59 – MAI 2003

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL " L'ampleur des "dommages collatéraux" de la guerre d'Irak "

Jacques Boyon, ancien Ministre

P.3

" Les enjeux de l'espace "

Hubert Curien, Président de l'Académie des Sciences, ancien Ministre de la Recherche et de la Technologie

P.7

" Géostratégies agricoles et relations internationales "

Hervé Gaymard, Ministre de l'Agriculture

P.11

l'Agriculture " Géopolitique de l'énergie et relations internationales "

Bertrand Barré, Directeur de la Communication scientifique d'Aréva et Pierre-René Bauquis, Vice-Président de l'Institut Français de l'Energie

P.15

" L'hyperterrorisme et la France : risques, menaces, prévention "

Pierre de Bousquet de Florian, Directeur de la Surveillance du Territoire

DERNIERE MINUTE ...

- **Fritjof von Nordenskjöld, Ambassadeur d'Allemagne à Paris**, sera l'invité de notre réunion de rentrée **le 16 septembre 2003** pour traiter le sujet suivant : *" Couple franco-allemand, Europe et lien transatlantique "*. 8h15 à 10h00 : Cercle National des Armées
- **POUR MEMOIRE 25 juin 2003** Assemblée Générale de Géostratégies 2000 18h45 : Maison des Essec

ONT COLLABORÉ A CE NUMERO, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Jacques Boyon / Marie-Clotilde Hingray / Jocelyne Pebreuil / Serge Rechter

Editorial
**" L'ampleur des " dommages collatéraux " de la guerre
d'Irak "**

**Par Jacques Boyon, ancien Ministre,
Membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000**

Il est courant de dire après un événement marquant que plus rien ne sera comme avant. C'est parfois vrai, pas toujours. Mais on a toujours raison de se poser la question. Dès maintenant, de la guerre d'Irak, on peut tirer trois enseignements simples et évidents. Les Américains ont manifesté une maîtrise militaire plus totale encore que ne le laissaient prévoir les efforts budgétaires et technologiques de défense. La Grande-Bretagne a confirmé qu'elle demeurait une vraie puissance militaire. Cette guerre s'est révélée totalement différente des précédentes, en particulier celle du Golfe et celle d'Afghanistan. Elle a montré que désormais la communication dirigée vers et par les médias peut être une arme majeure du commandement. Il reste que cette guerre a été tellement étrange qu'on peut se demander si la victoire est aussi totale qu'elle paraît et si elle ne réserve pas des surprises. C'est une interrogation d'autant plus justifiée que nos amis américains si efficaces dans la conduite des opérations militaires n'ont jamais brillé dans la gestion des après-crisés. Avec un peu de recul par rapport aux événements récents et avec toute la prudence qui s'impose dans un contexte international toujours mouvant, on ne peut qu'être frappé par l'ampleur de ce qu'on peut appeler les " dommages collatéraux ". Ils affectent la communauté internationale, la construction européenne et la relation franco-américaine dans des proportions autrement plus graves que lors des crises précédentes : le 11 septembre 2001, la guerre du Golfe ou l'Afghanistan avaient rapproché et rassemblé et non séparé et divisé comme c'est le cas aujourd'hui. L'ONU, après avoir été le siège de vives discussions et tractations, sort de la guerre pour le moins affaiblie. Contournée par les Etats-Unis, la voici à présent ignorée par eux. Cantonnée demain peut-être dans un rôle de super-ONG, elle voit son Secrétaire Général Kofi Annan participer aux réunions internationales pratiquement comme un simple observateur. Il est paradoxal que les Américains remettent au placard les deux organisations qu'ils ont voulu créer et dont ils ont su se servir : en 2001 l'OTAN et aujourd'hui l'ONU. L'Europe elle aussi n'a jamais été autant divisée. On avait coutume de distinguer deux grands camps : les partisans d'une Europe-puissance et les fidèles de la neutralité historique. Sur l'intervention en Irak, on peut presque dire qu'il n'y avait pas deux pays ayant une attitude identique : du suivisme avec participation du Royaume-Uni à l'hostilité du " Camp de la paix " franco-allemand en passant par tout le soutien sans participation de l'Espagne et de l'Italie et le ralliement sans nuance des pays de l'Est, tout le spectre a été couvert. Ceux qui pensent que l'unilatéralisme américain est une chance pour l'Europe de la défense sont bien optimistes. Le chantier laborieux de sa construction est aujourd'hui pulvérisé. Enfin une question sans réponse à ce jour est celle de l'avenir de la relation franco-américaine : elle est importante et moins simple que ne croient beaucoup d'observateurs qui pensent que le temps effacera vite les désaccords. C'est oublier l'ampleur de la paranoïa qui a frappé tous les Etats de l'Union, oui tous, même la Louisiane ! Les Français devront se battre eux-mêmes pour recoller les morceaux car trop de pays amis de l'Europe seront intéressés à récupérer un peu de la place privilégiée que détenait Outre Atlantique, malgré les incidents et les froissements de l'Histoire, l'allié français de deux siècles et demi. Soutenu par une opinion publique unie comme jamais, le Président Chirac a exprimé avec constance et franchise le point de vue de la France. Ceux qui taxent aujourd'hui celle-ci d'arrogance ou d'hypocrisie lui dénie en fait le droit de défendre une position autre que le suivisme à l'égard d'une hyper-puissance. Il était pourtant clair qu'elle ne se trompait pas de camp et que, une fois les opérations engagées, c'est la victoire des Américains que souhaitaient ses dirigeants et l'immense majorité de ses citoyens.

Hubert Curien **" Les enjeux de l'espace "**

Le mercredi 8 janvier 2003, Géostratégies 2000 a reçu Hubert Curien, Président de l'Académie des Sciences, et ancien Ministre de la Recherche et de la Technologie. Scientifique de renommée internationale et acteur de premier plan de la politique spatiale française, il a engagé, devant un public attentif, où on remarquait notamment la présence de Christiane Taubira, Députée de la Guyane, et du Père Arnould, spécialiste de l'éthique et chargé de mission au CNES, une brillante réflexion sur les enjeux de l'espace, les applications civiles et militaires qui en découlent. Il a rappelé le rôle moteur de la France dans cette aventure, mais s'est refusé à dramatiser le récent échec du lancement d'Ariane 5.

D'entrée de jeu, Hubert Curien nous remémore les grandes dates de la conquête de l'espace. En 1957, les Soviétiques lancent Spoutnik et en 1961, Youri Gagarine est le premier homme à effectuer un vol spatial. En 1969, les Américains répliquent avec la mission Apollo 11 : Amstrong marche sur la Lune. Ces exploits sont le résultat d'une compétition très sévère entre l'Est et l'Ouest, mais, très vite, la France, décide de tenir son rang. Elle sert de modèle pour les autres pays européens, qui ne pouvaient imiter ni les Etats-Unis, ni l'URSS, souligne Hubert Curien. En 1962, le CNES est créé, les militaires réalisent tout une série de fusées et de missiles, portant le nom de pierres précieuses. Il y a de beaux succès comme le lancement de la fusée " Diamant ", en Algérie. Après les Accords d'Evian, c'est Kourou, en Guyane, qui prend la relève. Un site exceptionnel, le meilleur au monde, précise Hubert Curien, puisque proche de l'Equateur et donc moins " consommateur d'énergie " que pour des lancements à partir des autres sites.

La France en tête

Parallèlement, deux Instituts européens pour l'exploitation de l'espace voient le jour. L'ESSRO et l'ELDO, mais sans véritable architecture industrielle. Les pays européens, qui avaient travaillé, pendant la guerre, à la mise au point d'engins de type " missiles ", avaient eu l'idée de construire une fusée à plusieurs étages. L'un aurait été anglais, l'autre allemand, le troisième français... Mais, ils étaient seulement juxtaposés. Il manquait un chef d'orchestre, un responsable politique et technique pour l'ensemble du projet, qui n'a pas abouti. Il fallait donc trouver une autre solution. La France, qui souhaite maîtriser le système et envoyer en orbite ses propres fusées, doit persuader ses partenaires, plus favorables à une collaboration avec les Etats-Unis. Dans les années 70, l'Allemagne accepte de construire avec la France un satellite de télécommunications : Symphonie. Mais, il est décidé que les Américains le mettront sur orbite. Or, ces derniers, qui détiennent le monopole des transmissions spatiales, ne veulent pas le rompre et interdisent aux Européens de se servir eux-mêmes de leur satellite ! Cette situation provoque un sursaut des Allemands. Ils sont désormais convaincus de la nécessité de développer un programme spatial européen, et proposent de fournir 20% du budget. La France qui souhaite acquérir une certaine indépendance et disposer d'une base technique et industrielle très forte, prend en charge les deux tiers des dépenses. Le reste étant fourni par l'industriel Ariane. C'est le début du programme Ariane, dont la première fusée sera tirée le 24 décembre 1979. Ce sont les scientifiques et les techniciens européens, qui ont permis les premiers pas concrets des coopérations européennes, se félicite Hubert Curien . Le CERN, créé dans les années 50, en est également un bel exemple. Plus de savants américains y viennent étudier que l'inverse.

- **Des progrès fondamentaux pour l'humanité**

A quoi sert cette conquête spatiale, que nous a-elle apporté, tant au niveau des applications militaires que civiles, s'interroge ensuite Hubert Curien ? Avec ses satellites d'observation militaires Helios, l'Europe se défend, mais elle est loin de concurrencer les Etats-Unis. Leurs activités, dans le domaine militaire, sont sept fois supérieures à celles du Vieux Continent, et leur industrie spatiale est soutenue à 80% par le programme de défense. Il serait temps, juge Hubert Curien, que l'Europe suive leur exemple et que la sécurité et la défense constituent un axe stratégique majeur de sa politique spatiale, sinon elle se trouvera " déclassée ". **Sans satellites, une armée devient vite sourde et aveugle**, ajoute-t-il. La conquête spatiale est aussi à l'origine de nombreux progrès, surtout dans les télécommunications et les transports. Des satellites peuvent remplacer certains câbles sous-marins (excepté ceux en fibre de verre, très efficaces) ; guider les transports maritimes et terrestres. Dans ce cas, c'est un système militaire américain (G.P.S) qui a été mis à la disposition des civils. Si les Etats-Unis en restreignaient l'accès, ce serait catastrophique pour les Européens, qui ont pris conscience de ce danger et réfléchissent au développement de leur propre système. D'où le projet européen Galiléo. La miniaturisation des systèmes spatiaux a également engendré l'invention de nombreux produits : les airbags des voitures, les ailerons et les freins des Formule 1, les piles photovoltaïques de taille réduite. Grâce à l'imagerie spatiale, les scanners, les systèmes de radiographie et d'échographie ont vu leurs performances augmenter. Les images des satellites Spot sont employées pour le contrôle de la PAC (Politique Agricole Commune). Elles permettent de vérifier si les taux de mise en jachère sont cohérents avec les déclarations des exploitants agricoles. Quant au tourisme spatial, il n'est pas pour le moment - et de loin - à l'ordre du jour, note Hubert Curien. La politique de vaisseaux spatiaux habitables est intéressante, mais pas à n'importe quel prix, notamment humain. Elle a son utilité, dans l'étude de la physiologie, de la mesure du temps. L'apesanteur peut expliquer certains phénomènes de la vie. Mais, pour le moment, d'autres priorités prédominent. C'est spectaculaire, conclut Hubert Curien sur ce point, mais pas bouleversant.

L'Europe spatiale en quête d'un second souffle

En ce début de XXIème siècle, le secteur spatial européen se heurte à des difficultés inédites. Il serait temps de redéfinir la politique européenne, de remettre de l'ordre dans le management, d'inviter tous les pays membres de l'ESA (Agence Spatiale Européenne) à s'investir plus massivement. Il faudrait bâtir un grand programme fédérateur, qui scellerait la coopération avec les deux autres grandes nations de l'Europe spatiale, l'Allemagne et l'Italie. Il faudrait aussi envisager un rééquilibrage des responsabilités entre le CNES et l'ESA. Nos partenaires trouvent, par exemple, que le Centre Spatial de Toulouse concentre un peu trop de moyens humains, matériels et financiers. Ils aimeraient participer à la définition des fusées Ariane, une prérogative française. C'est un problème complexe, qui pourrait peut-être se résoudre si l'orgueil franco-français était laissé de côté au profit de l'aspect européen, relève-t-il. L'échec d'Ariane 5, en décembre dernier, a causé une grosse déception et survient dans un contexte difficile. A cause de la crise mondiale des télécommunications, le nombre de satellites commerciaux à mettre sur orbite ne cesse de baisser et les différents lanceurs se livrent une concurrence acharnée. Toutefois, il ne faut pas sombrer dans le pessimisme. Les difficultés surgissent souvent, lorsqu'une innovation est testée. Ariane 5 est une nouvelle version plus puissante de la fusée européenne, capable d'emporter 10 tonnes en orbite. Il faut avoir confiance dans la capacité des Européens à faire front. Nous sommes et restons les premiers opérateurs du lancement sur le marché libre, et malgré une terrible guerre des prix, nous devrions nous maintenir dans le peloton de tête des lanceurs et résister à la concentration qui s'annonce, prédit Hubert Curien.

Comme à l'accoutumée, le débat, animé par Serge Rechter, a permis de prolonger le passionnant exposé d'Hubert Curien.

Jacques Boyon (ancien Ministre) : *Comment va évoluer la concurrence entre les lanceurs sur le marché libre ? L'Europe a-t-elle une chance de rester en tête ?*

Pour le moment, les Chinois et les Japonais ne réalisent pas de prouesses. Ces derniers ne disposent pas d'une base de lanceurs exceptionnelle. Les Chinois, toutefois, constituent des concurrents sérieux,

ils sont scientifiquement et techniquement très bons. Dans l'ex-URSS, on trouve des lanceurs russes. Les Américains et les Européens (particulièrement les Français) ont constitué des sociétés mixtes avec les usines qui produisaient ces lanceurs. Ils ont une très grande fiabilité. L'Europe peut-elle tirer avantage de leur exploitation ? C'est un problème complexe, et la décision reste difficile à prendre.

Yves Gutman-Lajeunesse (Vice-Président SNPN) : *Quel est l'avenir des satellites d'observation de la Planète? Y a-t-il des perspectives pour un nouveau moteur ? Déjà un successeur pour Ariane ?*

Les satellites d'observation des surfaces marines sont formidables. Américains et Français sont champions en la matière. Nous sommes capables de mesurer la hauteur de la surface des mers à un centimètre près. De superbes avancées ont eu lieu et d'autres leur succéderont. L'observation de la terre en profondeur est plus délicate, mais la généralisation de l'observation par radar progresse rapidement. On réfléchit à de nouvelles générations de lanceurs, avec des propulsions à plasma, par exemple. Mais cela suppose un moteur à réaction, avec des ions accélérés. Il y aurait aussi la possibilité de mettre un réacteur nucléaire. Les Soviétiques l'ont déjà testé. Mais, est-ce imaginable ? La peur de l'accident rend ce projet irréalisable.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Y a-t-il des risques à terme de saturation de l'espace ? Où en est-on de l'exploration plus lointaine de notre univers ?*

Les débris spatiaux qui s'accumulent suscitent de plus en plus de discussions. Nous nous heurtons à un nouveau problème, celui de la saleté de l'espace. La quantité de débris présente augmente, il ne faut pas négliger le danger de chocs avec des panneaux solaires. Une réglementation plus stricte de ces débris devrait être prochainement mise en place. Pour ce qui est de l'exploration plus lointaine de notre univers, elle est en marche. La mise en orbite de télescopes est un réel progrès. La connaissance du système solaire s'améliore elle aussi. La France va lancer le satellite Corot, qui devrait parvenir à détecter des exoplanètes, c'est à dire des planètes qui gravitent hors de notre système solaire. Nous participerons aussi à la mission " Mars Premier ", grâce à laquelle des échantillons seront prélevés et renvoyés sur Terre pour y être analysés. La plus grosse mission européenne d'exploration du système solaire devrait, en principe, partir, début 2003, vers la comète " Rosetta " ...

Christiane Taubira (Députée de Guyane) : *Je rejoins Yves Gutman-Lajeunesse pour vous demander d'insister sur les projets satellitaires d'observation de la Terre. Autre point, les vols habités vont-ils se développer ? Est-ce utile, indispensable, superflu, inutile ?*

L'ONU a imaginé, il y a quelques années, une race de satellites au service de la paix, mais cela est resté sans suite. Il est certain que l'utilisation des satellites concoure à une bonne gestion de notre planète. Ils constituent des instruments privilégiés d'observation. Le dernier lancé, l'Européen Envisat, va dresser un bilan complet de notre planète (fonte des glaces polaires, épaisseur de la couche d'ozone, vitesse de la déforestation...). Pour ce qui est des vols habités, la France y était assez favorable, mais vu le peu d'engouement de nos partenaires, les projets portés par la France, ont dû être abandonnés. Parallèlement, les Etats-Unis, en collaboration avec 15 partenaires, dont la Russie et l'Europe, ont mis sur pied la Station Spatiale Internationale (ISS), un grand laboratoire de recherche qui tourne en orbite à quelque 400 km de la terre. Mais, pour eux non plus, ce n'est pas une priorité. Ils se sont investis dans ce projet, surtout parce qu'ils avaient le sentiment d'une responsabilité mondiale. De là à dire que les vols habités, pour formidables qu'ils soient, restent non dangereux et sont indispensables...

Stéphane Hessel (Ambassadeur de France) : *Comment se porte l'Europe spatiale ? Alors que les scientifiques veulent avancer toujours plus loin, n'y a-t-il pas des dangers sur le plan de l'éthique ?*

L'espace devient de plus en plus européen, c'est une certitude. Au sein de l'Agence Spatiale Européenne, l'Italie est un partenaire loyal, mais guère enthousiaste. Elle pousse plus à une coopération avec les Etats-Unis. Les Allemands sont plus fluctuants. Ils sont d'abord attentifs à leurs priorités nationales, puis à leurs engagements mondiaux. Leur participation dans le CERN stagne à

20%, au lieu de 25%, mais la, coûteuse mais nécessaire, reconstruction des Länder de l'ex RDA a été jugée plus importante. En France, les raisonnements sont un peu semblables. Il faut faire attention à ce que les grands pays ne se sentent pas trop grands, qu'ils ne développent pas de velléités d'isolationnisme. Quant aux Britanniques, ils s'agglomèrent aux aventures européennes, mais sans plus. Sur le plan de l'éthique, il est indispensable de ne pas polluer l'espace, avec des débris, mais aussi avec des ondes. Il faut, dans ce dernier cas, se plier à une éthique de distribution, qui est pour l'heure bien gérée.

Père Jacques Arnould (Supérieur du Couvent Dominicain Saint-Jacques, Chargé de Mission à la Direction Générale du CNES) : Quelle influence l'entreprise spatiale aura-t-elle sur nos sociétés, au niveau culturel ? Peut-elle contribuer à son enrichissement ?

Nous avons besoin d'une politique saine de gestion de la planète. Il faut une coopération internationale, dont doivent faire partie les pays les moins développés. Les pays riverains de la Méditerranée sont intéressés par une activité d'exploitation des systèmes d'observation spatiale. Cela est moins évident en Afrique Centrale. Dans les pays en voie de développement, l'utilisation de l'espace doit être bien perçue. Elle doit renvoyer une bonne image, servir d'outil de fraternisation. Dans la jeunesse surtout, le développement scientifique représente un grand espoir. Les pays occidentaux n'ont pas assez conscience de la soif de progrès et de connaissance qui existe dans le Tiers Monde. Les activités spatiales peuvent permettre à des pays (comme l'Inde par exemple) d'accéder à de bons moyens de gestion de la vie quotidienne (santé, hygiène).

Christian Formagne (Associé Gérant Arjil et Associés Banque) : Le modèle culturel et économique d'Arianespace correspond-il à la donne actuelle ?

Au départ, Arianespace a été bien conçue, industriellement et commercialement. Elle est actuellement confrontée à un défi de réorganisation et de rénovation, à un problème de coûts, mais elle peut réussir, si elle a la sagesse de rester en termes cordiaux avec ses tuteurs, le CNES et l'Agence Spatiale Européenne.

Une belle leçon, scientifique et pédagogique, d'un des spécialistes internationalement reconnu de l'espace. Ni angélique, ni sceptique, mais concrète et réaliste. Une phrase saisie au fil de la plume : " Aller sur Mars sera un exploit, un exploit sportif, c'est tout... "s

Marie-Clotilde HINGRAY

(Propos non relus par intervenants)

Hervé Gaymard

" Géostratégies agricoles et relations internationales "

Le mercredi 5 février 2003, Géostratégies 2000 a reçu Hervé Gaymard, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Devant un auditoire, où on remarquait de nombreuses personnalités du monde politique, agricole, industriel et militaire, il a démontré que l'agriculture, devenue au cours des siècles, un des éléments essentiels du patrimoine culturel de nos pays, et l'industrie agro-alimentaire constituaient un enjeu géostratégique majeur, au cœur des relations internationales. Il a insisté sur les antagonismes forts suscités tant au niveau européen, mondial et dans les rapports Nord/Sud, et a défendu avec passion et franchise la position de la France. Bref, a souligné Hervé Gaymard, le sujet proposé par Serge Rechter peut a priori surprendre. En réalité, il est idéologiquement chargé.

" Mes responsabilités sont à double facette, à la fois enracinées dans la France profonde et éminemment internationales ", lance d'entrée de jeu Hervé Gaymard, avant de s'interroger sur le bien-fondé des politiques agricoles. C'est une question idéologique, à laquelle répondent trois attitudes, reconnaît-il. Il y a la vision de type " Financial Times ", ultra-libérale, partagée par la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et beaucoup d'économistes. Il y a celle des Etats-Unis, qui, publiquement tiennent le même discours, mais s'appuient sur une politique agricole commune proche de celle de l'Europe, en plus sophistiquée. Et enfin, il y a celle de l'Europe, pour qui l'agriculture constitue un secteur de production spécifique, et qui recouvre une multi-fonctionnalité (développement rural, entretien de l'espace, tourisme vert...). Actuellement, c'est le discours " politiquement correct ", visant au démantèlement des politiques agricoles, qui a le vent en poupe. La France, qui y est opposée, a beaucoup de mal à faire entendre sa voix.

La Pac : une histoire mouvementée

Ce sont les Américains qui, les premiers, ont organisé une politique agricole commune, dans les années 30 avec les lois Roosevelt, rappelle Hervé Gaymard. Les Européens leur ont emboîté le pas, au début des années 60, dans des circonstances évidemment différentes, en mettant sur pied leur " PAC ". Elle repose sur trois grands principes : la préférence communautaire, la disparition des barrières douanières, et la fixation de prix garantis, plus élevés que les prix mondiaux. Au départ, la PAC a provoqué un bras de fer entre la France et l'Allemagne, mais les deux pays, poussés par une réelle volonté de réconciliation, ont consenti à des concessions mutuelles, en sont devenus les deux membres fondateurs, et lui ont donné une réelle impulsion. Attaquée, dès le début, par les Etats-Unis, mais pas seulement par eux, la PAC, toutefois, ne focalise pas les critiques, car elle n'est pas à l'ordre du jour des négociations du GATT, et fonctionne plutôt bien. Elle évite la désertification rurale et provoque de considérables gains de productivité. Malheureusement, à la fin des années 70, la machine se grippe. La surproduction entraîne le stockage d'énormes quantités de beurre et de poudre de lait, les coûts budgétaires s'envolent. En 1980, une première réforme instaure les quotas laitiers et en 1990, sous la pression des négociations de l'Uruguay Round, les prix d'intervention sont revus à la baisse, et s'alignent pratiquement sur le niveau mondial. Désormais, les aides directes compensatoires remplacent les prix garantis.

Un modèle controversé

Contestée, dès l'origine, par les Etats-Unis, la PAC, à la suite des élargissements successifs, se trouve en outre fragilisée de l'intérieur, dans son principe et ses modalités, déplore Hervé Gaymard. Deux stratégies se font face. Il y a, d'un côté, les partisans du libre-échange, et de l'autre, ceux qui plaident

en faveur d'une Europe Puissance, dotée de politiques intégrées. Deux pays rejettent totalement la PAC, et assez généralement toute autre politique communautaire : la Grande-Bretagne et la Suède. Les Pays-Bas et le Danemark se montrent un peu moins virulents, tandis que la Belgique, le Luxembourg et le Portugal y seraient plus favorables. Enfin, parmi les supporters d'une PAC forte, on trouve l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche et la France. Mais on ne les entend guère, hormis la France. Quant à l'Allemagne, sa position fluctue en fonction des partis au pouvoir, les chrétiens-démocrates approuvent une PAC forte, les sociaux-démocrates sont plus réservés. Mais, en dernier recours, pour des raisons politiques, l'Allemagne se range le plus souvent du côté de la France. L'élargissement aux pays d'Europe Centrale et Orientale a engendré une nouvelle crise, souligne Hervé Gaymard. Alors que je venais d'être nommé ministre de l'Agriculture, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Commission ont profité de l'ouverture de ces négociations pour prendre la PAC en otage, en exiger une transformation radicale, avant l'adhésion des nouveaux candidats. Cette tactique, inacceptable, risquait d'isoler la France dangereusement. Au prix d'intenses marathons diplomatiques, nous avons réussi à rallier l'Allemagne à notre cause et avons proposé de déplacer de 2006 à 2013 les projets de révision de la PAC. Ce qui a été accepté. Il n'y avait plus de " package ", les différentes perspectives n'étaient plus liées entre elles, les discussions pouvaient avancer. A noter, bien évidemment, que rien ne pourra se faire sans coopération, et moins encore, sans politique volontariste de la part de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Pologne.

Des intérêts mondiaux divergents

L'agriculture est apparue tardivement sur la scène des négociations commerciales internationales. Il a fallu attendre l'Uruguay Round à la fin des années 80, puis le cycle de Doha, note Hervé Gaymard, préoccupé par les attaques du groupe de Cairns contre la PAC, au sein de l'OMC. Ce groupe de pays exportateurs nets de produits agricoles, composé des Etats-Unis, du Brésil, de l'Argentine, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, et dont l'Australie est l'un des plus virulents représentants, (son gouvernement accuse la PAC d'étrangler les pays pauvres) a acquis un art consommé de dissimulation et de désinformation. Son objectif, pire, son credo permanent sont de détruire les politiques agricoles. Il accuse à tort la PAC d'être la responsable de la famine en Afrique et masque derrière des considérations humanitaires des motivations essentiellement commerciales, s'insurge Hervé Gaymard, qui s'emploie activement, avant le sommet de Cancun de septembre prochain, à rétablir la vérité. Trois plats sont au menu des négociations de l'OMC. Tout d'abord, les subventions à l'exportation. Assez élevées au départ, elles ont beaucoup baissé et ne représentent plus que 6% (contre 30% auparavant) des dépenses de la PAC. Simultanément, les Etats-Unis accordent à leurs agriculteurs des subventions moyennes supérieures de 25% à celles qui sont constatées dans l'Union Européenne. Naturellement, ils ne le crient pas sur les toits. Elles font baisser les cours mondiaux et les ressources des pays africains ou asiatiques. Quant à leur aide alimentaire en faveur des pays pauvres, elle est surtout destinée à dégager le marché domestique ! Second sujet, les tarifs douaniers et les règles d'accès aux marchés. Dans ce domaine, l'Europe n'a aucune leçon à recevoir, affirme Hervé Gaymard. Elle importe trois fois plus de produits du Tiers Monde que l'ensemble des pays du groupe de Cairns. Enfin, troisième dossier, les soutiens internes à la production. En la matière, les USA et l'Europe font jeu égal. Mais, de plus en plus, l'accent doit être mis sur des aides agro-environnementales. L'Europe souhaiterait élargir les discussions. La France, notamment, réfute l'opinion selon laquelle la PAC constituerait un obstacle au développement des pays pauvres. Elle dénonce l'hypocrisie qui consiste à prendre en otage la misère de ces pays dans des buts commerciaux. Jugeant la clause de la nation la plus favorisée parfois insuffisante, elle voudrait restaurer des préférences spécifiques envers les plus démunis, explique Hervé Gaymard. Notre but est également d'établir des systèmes garantissant des ressources d'exportation stables, ajoute-t-il. Or, actuellement, les prix des produits de base résultent soit de la pression à la baisse exercée par quelques grands pays, soit de la spéculation sur les marchés à terme (surtout pour le café et le cacao). La chute des prix du café en Ethiopie provient de la guerre, de la famine et de l'ultra-libéralisation. La PAC n'en est absolument pas responsable, contrairement à ce que voudrait faire croire le groupe de Cairns. L'agriculture présente une importance stratégique pour l'équilibre mondial. Et, trop souvent, l'idéologie l'emporte encore sur le pragmatisme chez nos voisins anglo-saxons, regrette Hervé Gaymard.

Le débat, animé par Serge Rechter, a permis à Hervé Gaymard de poursuivre sa réflexion et d'avoir un dialogue franc et stimulant avec les participants.

Edmond Alphandéry (ancien Ministre, Président de la C.N.P) : *Quelles actions doit-on entreprendre, au sein de l'OMC, pour favoriser le développement des pays les plus pauvres ? Est-il possible de faire disparaître, à long terme, les aides aux revenus, au profit d'aides à l'environnement et à l'amélioration des conditions de travail ?*

Depuis vingt ans, la doctrine internationale dominante s'est résumée à l'expression : " Trade, not Aid ". Pour ma part, je dirais plutôt : " Trade and Aid ". Pour les anglo-saxons, le commerce constitue un remède à tous les maux. C'est une affirmation contestable, il faut maintenir des systèmes d'aides. Il faut également se pencher sur les infrastructures, créer un environnement permettant aux pays en développement de s'intégrer dans la société et l'économie internationales. Les problèmes d'eau et d'irrigation sont cruciaux. 50% de pertes peuvent intervenir entre la production et la vente, à cause de mauvais réseaux de transports, de chaînes du froid défectueuses et de normes sanitaires insuffisantes. Dans ces domaines, nos institutions financières portent une lourde responsabilité. Enfin, contrairement à ce que proclame le groupe de Cairns, tous les pays du Sud n'ont pas une vocation exportatrice. Beaucoup de cultures rurales ont été détruites avec la libéralisation et les exportations à bas coût. Parfois, l'auto-suffisance alimentaire a disparu. L'exportation en soi n'est pas un moyen de sortir de la famine. Il suffit de se remémorer l'expérience de l'Irlande du début du 19^{ème} siècle. Elle continuait à exporter ses productions alimentaires alors qu'une partie de sa population ne mangeait pas à sa faim. Nous devons nous mobiliser pour obtenir des prix corrects sur le marché international pour les produits de base. Le coton et le sucre en sont deux symboles. Les subventions américaines aux producteurs de coton font baisser les cours mondiaux, et par là même, les recettes des producteurs africains ou asiatiques. Elles nuisent directement à une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Quant à l'Europe, elle a fixé un prix du sucre plus élevé que le cours mondial. Cela lui permet de préserver son industrie betteravière, mais lui donne un avantage distorsif par rapport aux pays du Sud, producteurs de canne à sucre. En revanche, par le biais des accords de Lomé, elle achète aux pays sucriers des quotas de sucre au prix européen. Ce protocole du sucre a permis à des pays comme l'Ile Maurice ou les Fidji de connaître un développement durable. Le débat va rebondir car le Brésil a attaqué le protocole sucrier européen devant l'OMC. Il faut se méfier des larmoiements qui, souvent, cachent de sordides intérêts commerciaux.

Pierre Hériaud (Député de Loire-Atlantique) : *Les prix agricoles mondiaux sont-ils biaisés ? Le budget agricole européen est-il justifié ? Quel avenir pour les agriculteurs ?*

La pertinence des prix agricoles constitue une question majeure. Là aussi, des paradoxes se font jour. L'Europe exige toujours plus de normes sanitaires, environnementales, qui sont très coûteuses. Elle est, par ailleurs, la seule à les appliquer dans le monde. Ces règles de plus en plus sévères rendent nos paysans furieux, car ils ne sont pas subventionnés pour se mettre aux normes et cela nuit à leur compétitivité. Pour ma part, je plaide pour une pause réglementaire et normative. En ce qui concerne le budget agricole, on nous reproche son ampleur (45% du budget communautaire, contre 80% auparavant). Mais, ce n'est pas un argument valable, il est intellectuellement malhonnête, puisque la PAC représente la seule grande politique communautaire. Et, depuis le début des années 90, l'Europe ne dérape plus sur le plan budgétaire. En matière budgétaire européenne, la France est toujours diabolisée. Or, elle retire de l'UE un peu moins qu'elle ne donne ! L'Espagne, le Portugal, ou encore la Grèce en profitent plus grâce aux aides régionales. Le budget français, seul, ne pourrait prendre la relève du budget européen. Sans la PAC, il lui manquerait environ 10 milliards d'euros. Le manque de perspectives économiques handicape l'avenir des agriculteurs. S'il faut d'abord régler des problèmes techniques (comme les aides aux jeunes agriculteurs), il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi et surtout d'une question sociétale. Les 35 heures ont transformé le " non travail " en une valeur. Cela entraîne un effet culturel redoutable sur nos campagnes.

Yves Gutman-Lajeunesse (Vice-Président de la S.N.P.N) : Comment envisagez-vous une politique agro-environnementale ?

Il faut l'aborder de manière pragmatique. L'objectif est de mettre en place des politiques plus efficaces, comme des programmes de maîtrise de la pollution par des produits agricoles. J'encourage les pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, en d'autres termes, une " agriculture raisonnée ". Il me semble judicieux d'instaurer des aides dont le montant favorise l'extensification (comme la " prime à l'herbe "). En revanche, je suis hostile au projet du Commissaire Franz Fischler, qui vise à découpler aides et production. C'est une fausse bonne idée.

Christian Formagne (Associé Gérant ARJIL & Associés Banque) : Quelles conséquences l'élargissement aux pays de l'Est va-t-il avoir sur la PAC ?

Les Français sont inquiets de l'arrivée de la Pologne, et les Polonais le sont encore plus. Mais, il ne faut pas dramatiser. Le cadre budgétaire qui a été arrêté, jusqu'en 2013, est réaliste. Pour les Quinze, l'enveloppe est stable, et il reste une marge de manœuvre pour les nouveaux arrivants (Roumanie, Bulgarie). Les plafonds de Berlin n'étant pas atteints par les dépenses actuelles. La Pologne va élargir le marché des agriculteurs français. Sa crainte est de ne pas se montrer assez concurrentielle. Or, le véritable problème pourrait plutôt venir des normes de sécurité alimentaire et sanitaire. La Pologne, comme tous les autres candidats, doit s'y soumettre. Elle ne doit pas oublier, non plus, que pour tirer avantage du grand marché européen, elle doit entreprendre de profondes réformes internes. Elles sont indispensables. La France, bien avant elle, en 1962, les avait accomplies, souvent dans la douleur. La FNSEA avait même appelé à voter contre de Gaulle en 1965 !

Laurence Dors-Meary (Secrétaire Générale EADS International, Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : La France peut-elle avoir une expression dissonante à la fois sur l'agriculture et sur l'Irak ?

Concernant l'agriculture, c'est une tautologie. Elle ne peut être qu'européenne. Depuis trop longtemps, l'Europe a abdiqué intellectuellement, elle n'a pas su développer une vision économique globale. Or, aujourd'hui, il faut renverser la vapeur, partager avec les pays du Sud une vision globale de la mondialisation, opposée à la vision ultra-libérale qui prédomine actuellement et que, personnellement, je récusé. Pour le reste, la France a une vision du monde. Elle a une voix et elle s'exprime pour se faire comprendre et entendre.

Un débat sans concession, des prises de positions nettes....

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non relus par les intervenants)

Bertrand Barré et Pierre-René Bauquis **" Géopolitique de l'énergie et relations internationales "**

Géostratégies 2000 a reçu le jeudi 28 février 2003, pour un exposé à deux voix, Bertrand Barré, Directeur de la communication scientifique d'Aréva, et Pierre-René Bauquis, Vice-Président de l'Institut Français de l'Energie. Experts dans leurs domaines respectifs, le nucléaire et le pétrole, ils nous ont permis de mieux appréhender les forces, les intérêts, le sens et les tendances de la géopolitique de l'énergie et nous ont éclairé sur notre avenir et sur celui de nombreuses régions de la planète, en situant la problématique énergétique dans les relations internationales.

Bertrand Barré a ouvert la discussion en brossant un tableau global de la situation énergétique mondiale. Il nous a rappelé que la consommation mondiale d'énergie primaire, en 2000, s'est élevée à 10 milliards de tonnes d'équivalent pétrole. Composée à 34,8 % de pétrole, mais aussi de charbon (23,5 %), de gaz (21,1 %), d'énergies renouvelables (13 %) et de nucléaire (6,8 %), elle varie sensiblement selon les zones géographiques : 8 tonnes par personne pour l'Amérique du Nord, 3 tonnes pour l'Europe et seulement 0,4 tonnes pour le sous-continent indien. Elle a donc une véritable influence sur le développement humain. Or, deux milliards de personnes, sur les six milliards que compte notre planète, n'ont pas accès à l'énergie. Elles vivent essentiellement du bois de chauffe et se voient privées de toute perspective de développement. Il y a un vrai besoin d'accès à l'énergie, qui va s'accroître avec la croissance démographique des plus pauvres, et qui pose problème en termes de durabilité de notre univers, souligne Bertrand Barré. Il envisage trois scénarios pour traduire la croissance démographique en croissance de la consommation. Le monde continue sur sa tendance actuelle et la consommation explose à terme assez bref. Ou alors, version volontairement optimiste, les pays développés mettent au point des stratégies réfléchies (déjà, l'augmentation de l'efficacité énergétique a permis un gain de 1,5% dans l'OCDE), tandis que le Tiers Monde choisit des trajectoires de développement plus sobres. Dans ce cas, la consommation ne fait que doubler. Enfin, la dernière hypothèse se situe entre ces deux extrêmes.

Le défi du réchauffement

Toutes les énergies que l'on est en mesure de maîtriser sont nécessaires pour alimenter la planète, mais elles ont leurs nuisances, reconnaît Bertrand Barré, même si la pollution a plutôt diminué (le "célèbre" frog londonien aurait même disparu). La préoccupation principale est désormais liée au réchauffement climatique. Grâce aux " carottages de Vostock ", explique-t-il, les scientifiques sont capables de reconstituer sur 500 000 ans la surface moyenne de la terre et la composition de l'atmosphère. Ils constatent, durant toute cette période, une corrélation entre la concentration de gaz carbonique et la température moyenne. Or, une rupture apparaît au milieu du 19^{ème} siècle, avec le début de l'ère industrielle, la concentration de gaz carbonique s'envole de façon exponentielle. Les combustibles fossiles, qui sont utilisés, altèrent la composition de notre atmosphère. Alors que l'on s'orientait vers un refroidissement, la tendance s'inverse et la planète gagne 0,6° sur un siècle. Cette modification dérègle l'équilibre thermique et augmente l'effet de serre. Si l'on ne prend aucune mesure, la terre se réchauffera encore de 5 à 6° et les conséquences climatiques seront gravissimes pour notre développement. Toutefois, si l'on parvient à réduire les émissions de gaz carbonique tout en produisant encore plus d'énergie, il pourrait n'y avoir qu'une différence de 1°. C'est là que se situe actuellement notre plus grand défi, conclut Bertrand Barré, sur la première partie de son exposé.

A ce stade de la discussion, et s'agissant du nucléaire, Serge Rechter intervient pour demander des précisions sur la prolifération nucléaire en termes de perspectives et, partant, de relations internationales.

Pour Bertrand Barré, le terme de prolifération s'applique à un Etat qui acquiert des armes nucléaires et les développe. Il peut y avoir aussi un détournement de la matière nucléaire pour en faire un usage illicite. Actuellement, cinq pays, reconnus par la communauté internationale, détiennent l'arme nucléaire : Les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine. Par ailleurs, l'Inde et le Pakistan la possèdent également, même s'ils ne l'admettent pas officiellement, tout comme Israël. Le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud ont pu avoir des vellétés, mais ils les ont abandonnées. L'Algérie et la Lybie aussi. En revanche, il y a trois Etats suspects : la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Au début des années 70, en pleine guerre froide, régnait une grande crainte de la prolifération, qui a abouti en 1974 au Traité de Non-Prolifération. Seuls l'Inde, le Pakistan, Israël et Cuba ne l'ont pas signé. Ce système de réglementation a néanmoins bien fonctionné. Lors de l'éclatement de l'URSS, il y a eu des inquiétudes fortes et justifiées, car l'Ukraine et le Kazakhstan avaient des armes nucléaires sur leur sol, mais les Russes ont bien manœuvré et ont réussi à faire revenir ces armes sur leur territoire. Le nucléaire civil, quant à lui, peut augmenter ou diminuer le risque de prolifération. Il faut former du personnel, créer des installations et surtout s'approvisionner en matériaux qui peuvent être détournés de leur but premier. Mais, tout pays a besoin d'être en conformité avec les règles internationales pour exporter, il signe donc généralement le Traité de Non Prolifération. C'est ce qu'a décidé de faire la Corée du Nord, en 1994. Les inspecteurs de l'AIEA, venus procéder à des vérifications, leur proposent un troc : vous arrêtez votre production de plutonium militaire et en échange nous vous donnons un réacteur civil. Ils acceptent, jusqu'à ce qu'ils décident de résilier le Traité, début 2003, pour s'adonner à un véritable chantage.

Pierre-René Bauquis prend ensuite la parole pour nous donner son point de vue de " pétrolier " sur les grandes questions énergétiques et leurs conséquences géopolitiques. Le secteur des hydrocarbures est confronté à deux enjeux majeurs. Le premier est quantitatif et le second concerne les prix, affirme-t-il d'emblée. Des contraintes pèsent sur cette ressource. Au début des années 70, le Club de Rome a tiré la sonnette d'alarme. Selon ces experts, vu le rythme de croissance de la population mondiale, la crise était inévitable. Or, à ce moment, la démographie, qui augmentait régulièrement de 2% par an, s'est retournée. Grâce à ce phénomène imprévisible, et aux deux chocs pétroliers qui ont suivi, la courbe de croissance de la consommation est redevenue acceptable. Mais dispose-t-on pour autant d'une réelle marge de manœuvre, et pour combien de temps, s'interroge-t-il. Deux écoles de pensée s'affrontent. Les optimistes, qui comptent dans leurs rangs de nombreux économistes, pensent que les années de réserve sont en constante augmentation. En revanche, les pessimistes, parmi lesquels beaucoup de géologues pétroliers, émettent un avis contraire. Nous pouvons nous fonder sur l'histoire américaine pour prédire ce qui risque de se passer, note Pierre-René Bauquis. Dans les années 50, un géologue du groupe Shell y avait prévu un pic pour la fin de la décennie 60, puis ensuite le déclin. Il s'appuyait sur le fait que l'on ne peut produire que ce que l'on a découvert, et qu'il faut environ trente deux ans entre les deux opérations. Les faits lui ont donné raison et je pense que ce modèle s'applique à la planète entière. Personnellement, il situe le point d'inflexion autour de 2020. Il faut se méfier des discours sur l'abondance des réserves. Le Mexique, un pays sur lequel on comptait pour la production d'hydrocarbures, s'est récemment écroulé. Sans les deux chocs pétroliers, qui nous ont permis de reprendre la maîtrise du système, nous serions déjà en déclin.

Incertitudes sur les prix

Le prix du pétrole joue également un rôle fondamental. Atypique, il a toujours été régulé, par les groupes pétroliers (" les Sept Sœurs ") , puis par le cartel de l'OPEP. Ce système de restriction de l'offre est indispensable pour garder le contrôle des prix, analyse Pierre-René Bauquis. Cette industrie a connu un démarrage à coût élevé, puis, en fonction des événements, les prix ont fluctué. Grimant de

2 dollars le baril avant la guerre du Kippour à 10 dollars juste après, ils se situent actuellement autour de 30 dollars, en raison des risques de guerre en Irak. Les dimensions énergétiques de cette crise sont énormes, estime-t-il. Sur un plan quantitatif, tout d'abord. L'Irak est en effet le pays qui possède le plus grand potentiel de réserves non développées et non connues. Il existe 1000 milliards de réserves dans le monde. L'Arabie Saoudite, à elle seule, dispose de 300 milliards. L'Irak, de 35 milliards. Mais, en prouvé existant, il en aurait 100 de plus et avec ce qui reste à découvrir, entre 50 et 200 milliards supplémentaires... Au niveau des prix, trois scénarios sont envisageables. Le statu-quo. La guerre n'éclate pas, le baril retombe à 20 dollars et l'économie mondiale redémarre. La guerre-éclair. Le baril atteint un point culminant de 40 à 50 dollars, puis retombe en dessous de 20 dollars. Le robinet du pétrole bascule sur les Etats-Unis. Hypothèse satisfaisante pour les Bourses et la finance, mais suicidaire pour le développement durable. Enfin, il y a le risque d'enlèvement, de déstabilisation de la région, qui provoquerait un envol des prix !

La réunion se termine par un débat dont les interventions sont nombreuses et intenses.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Des divergences se font jour dans l'évaluation de l'évolution démographique. On table sur 8 milliards d'habitants à l'horizon 2100. Est-ce exact ?*

B. Barré : Oui, car si la croissance démographique se ralentit, l'espérance de vie est quant à elle en augmentation.

Patrick Ravier (Conseil Finance Internatio-nale) : *Quelle est l'importance du marché des produits dérivés ? Quelle est leur part de manipulation des cours ?*

Ces produits ne changent rien aux données fondamentales. Ils peuvent simplement augmenter la volatilité.

Jean-Pierre Delalande (ancien Député) : *Comment pourrions-nous gérer nos besoins croissants en énergie, à l'horizon 2030, compte tenu de nos connaissances ?*

Les travaux sur la fusion nucléaire peuvent-ils nous aider ?

Capitaine de Vaisseau Jean-Louis Vichot : *Quelles perspectives pour les énergies en développement ?*

P. R. Bauquis : Les énergies renouvelables procurent des avantages, et ce, sans les inconvénients du nucléaire. Mais, elles ne sont pas en mesure de fournir une source d'énergie massive. Même en maintenant leur taux de subvention actuel (100% pour l'éolien ; 500% pour le photovoltaïque...), elles ne pourront augmenter leur part sur le marché mondial (environ 6%).

S. Rechter fait remarquer que ces subventions ne tombent pas du ciel... EDF ne peut pas être seulement une niche tarifaire pour les producteurs d'énergie renouvelable. Il faut accepter en parallèle l'idée d'un renforcement des fonds propres d'EDF et une pratique tarifaire plus raisonnable.

B. Barré : Le problème le plus crucial est celui de l'effet de serre. En s'y attaquant, les prix augmenteront et cela aura un effet bénéfique sur la consommation. Cette maîtrise de l'énergie donnera un caractère moins artificiel aux autres énergies (renouvelables, nucléaire...). Toutefois, il faut avoir conscience que parfois, l'énergie intermittente ne peut fonctionner (sans vent, les éoliennes sont inutilisables) et comme l'électricité ne peut se stocker, cela peut provoquer des crises. Comme celle qui a failli se déclencher en décembre 2002, en raison d'une surconsommation et qui aurait paralysé tout le système européen. Quant à la question de la fusion nucléaire, elle est très complexe. On est loin de rassembler les connaissances suffisantes, elle ne sera pas significative de ce siècle. Si un jour on

aboutit, les quantités de lithium seront autant valorisées que le charbon et l'uranium et ce sera une belle avancée.

Général Max Berthier (Superviseur des Projets – Fondation Raoul Follereau) : *Le pétrole sert aussi de matériau de base dans l'industrie. Quelle sera l'évolution de ce secteur ?*

P. R. Bauquis : Sur les 3,5 milliards de tonnes de pétrole consommées, 10% seulement ne sont pas utilisés comme source d'énergie et servent à la pétrochimie, ou encore à la fabrication du bitume. Cet usage non énergétique est appelé à prendre une part de plus en plus importante. On pourra trouver des alternatives avec le gaz, la carbochimie et la biomasse, mais les prix seront plus élevés.

Jacques Boyon (ancien Ministre) : *En tant que consommateur, que pensez-vous de la libéralisation des marchés de l'énergie en Europe Occidentale ?*

B. Barré : La libéralisation entraîne une baisse des tarifs pour les consommateurs, mais également un arrêt des investissements. En Californie, cela a provoqué des coupures à répétition, un affolement général, et donc, une intervention de l'Etat et une reprise en compte du long terme. En Europe, ce sont les pays scandinaves qui, les premiers, ont adopté un réseau libéralisé et intégré. Mais, les prix, orientés à la baisse, sont devenus très volatiles et ne permettaient plus de justifier de nouveaux investissements. Ainsi, les papetiers finlandais, qui ont besoin de sécurité dans leurs approvisionnements, ont choisi de se tourner vers le nucléaire.

P. R. Bauquis : Il est possible de combiner système libéral et planification, comme c'est le cas dans l'industrie pétrolière. La libéralisation va dans le bon sens, le problème bute plus sur la propriété des sociétés. Pourquoi serait-il logique de tout transférer au secteur privé, si le système repose sur de l'argent public ?

Christian Fournier (Ingénieur DCN) : *Peut-on traiter le carbone pour qu'il soit utilisable sans augmenter l'effet de serre ? Sur les quatre filières qui existent actuellement dans le nucléaire, laquelle privilégiez-vous ?*

B. Barré : Pour le carbone, à partir du fossile, on peut fabriquer de l'hydrogène. Mais, peut-on le séquestrer et à quel coût ? Cette voie reste à explorer. Quant aux filières du nucléaire, je privilégierais l'EPR. Ce réacteur franco-allemand est prêt, il a réussi les examens de sûreté et il serait tout à fait réaliste de l'utiliser pour commencer le remplacement du parc actuel. Les réacteurs à neutron rapide, comme Superphénix, retrouveront certainement de l'attrait. Pour l'heure, ils sont laissés de côté, car l'urgence est moindre. Mais, si le nucléaire redémarre, on les redécouvrira. Quant au réacteur sud-africain, à haute température, il ne faut pas le négliger. Il a un potentiel. On s'aperçoit qu'il est possible d'élargir le nucléaire à d'autres créneaux.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Les Etats-Unis ont atteint un niveau de puissance unique dans l'histoire, en grande partie fondé sur une production et une consommation massive d'énergie. Comment vont-ils s'y prendre pour renouveler leur stock de centrales nucléaires ? Par ailleurs, quelle est la part du pétrole dans les buts de guerre en l'Irak ?*

B. Barré : Les Etats-Unis représentent la plus grande puissance nucléaire. Ils disposent de 103 réacteurs, contre 59 pour la France. Aucune de ces centrales n'a été commandée après 1974. Aussi, pour remédier à ce vieillissement, depuis douze ans, ils augmentent les disponibilités et les puissances de leurs centrales. Cette stratégie équivaut à augmenter leur parc de 23 centrales supplémentaires. Tous les électriciens veulent obtenir une extension de la durée de vie des centrales. Douze ont obtenu une prolongation de vingt ans ; tandis que trente cinq autres sont dans l'attente d'une décision. Les Américains ont opté pour le choix le plus rentable. Et parallèlement, le gouvernement a relancé une activité de développement et de recherche, afin de pouvoir lancer, aux alentours de 2030, toute une nouvelle génération de centrales. A ce moment, ils auront doublé les Européens.

P. R. Bauquis : Je n'arrive pas à me convaincre que la guerre en Irak soit une guerre pétrolière. C'est illogique. Les grands pétroliers américains ne saisissent pas l'intérêt de la manœuvre. Au contraire, ils sont inquiets.

Beaucoup de questions soulevées et d'informations données, un débat apprécié

Marie-Clotilde HINGRAY

Propos non relus par les intervenants

Pierre de Bousquet de Florian
***" L'hyperterrorisme et la France : risques, menaces,
prévention "***

C'est devant une salle comble, où se pressaient nombre de personnalités du monde politique, militaire, diplomatique, économique ou de la presse que le jeudi 3 avril, Géostratégies 2000 a organisé une rencontre exceptionnelle, avec un invité de haute responsabilité, Pierre de Bousquet de Florian, Directeur de la Surveillance du Territoire. Soumis à un devoir de réserve et de confidentialité, il a toutefois accepté de livrer à notre Club ses analyses pertinentes, ses réflexions d'expert sur les risques et les menaces de l'hyperterrorisme, en France et dans le monde. Il a également évoqué les débuts encourageants d'une réelle coopération internationale mise en place pour le combattre.

Au cours de son intervention, Pierre de Bousquet de Florian a notamment démontré comment l'ancien terrorisme d'Etat, perpétré par des services de renseignement ou des groupuscules revendiquant leur autonomie, a peu à peu cédé la place à un terrorisme d'inspiration religieuse et cherchant sa justification dans le Jihad. Les commandos suicides du Hezbollah (83 français tués à Beyrouth en 1983), les attentats algériens à Paris en 1994-95, illustrent cette stratégie. Et puis, observe-t-il, c'est le choc du 11 septembre 2001. Une rupture brutale avec les opérations passées, par l'étendue des destructions, l'ampleur de la motivation des auteurs, leur qualification technique très poussée, la complexité du scénario et de sa réalisation, et le seuil de ce qui était jusqu'à présent inimaginable. Il s'agit ici, de la part d'Al-Qaida, d'une stratégie d'éveil des masses musulmanes, associées à l'acte commis, d'un appel à la mobilisation générale. Cet hyperterrorisme est novateur, car l'étendue des dégâts est inversement proportionnelle à la manifestation visible des actes préparatoires, les investissements humains, financiers et matériels étant dérisoires par rapport aux résultats, souligne-t-il. Ces attentats à forte charge symbolique affaiblissent les cibles touchées sur un plan psychologique,

moral, économique. Ils ne constituent pas un aboutissement du terrorisme, mais annoncent au contraire une nouvelle génération d'attentats. De nouvelles menaces guettent les démocraties et nos sociétés ouvertes. Leur extrême dépendance économique à l'outil informatique peut se transformer en " cybermenace ". Internet constitue un moyen de communication très efficace entre des terroristes mondialisés et participe à la diffusion de l'idéologie radicale. Pour contrer ces dangereux défis, une mondialisation de la prévention s'impose, conclut Pierre de Bousquet de Florian. Il y a nécessité d'élaborer une " hyper-riposte " mondiale (renseignement, coopération, gel des avoirs, lutte contre le blanchiment, etc). Un débat très enrichissant, où sont notamment intervenus Jean-Louis Gergorin, Thierry Le Roy, Laurence Dors, et le Sénateur Xavier de Villepin, sans compter les dizaines de questions écrites de nos membres, a clos cette réunion passionnante.

Ce texte ne constitue qu'une très brève synthèse globale de ce qui a été dit et débattu au cours de ce petit-déjeuner, Géostratégies 2000 s'étant engagé à ne pas publier de compte-rendu détaillés

Marie-Clotilde Hingray

Texte non relu par les intervenants